
Introduction

Le 7 septembre 1949 se tient la séance constitutive du Bundestag, premier Parlement fédéral élu démocratiquement en Allemagne depuis novembre 1932¹. Le doyen du Parlement, Paul Löbe, en prononce le discours d'ouverture. Ce social-démocrate qui a présidé le Reichstag entre 1920 et 1932² y convoque le souvenir de la dernière séance du Reichstag, le 23 mars 1933 :

Au moment où pour la première fois les députés librement élus d'une grande partie de l'Allemagne entière se rassemblent à nouveau, [...] nos pensées, à nous, les anciens, se portent vers cette dernière séance du Reichstag à l'Opéra Kroll de Berlin, à laquelle nous avons assisté et au cours de laquelle les libertés fondamentales ont été enterrées pour de longues années par la loi des pleins pouvoirs d'Hitler. C'était un acte illégal, mené par un gouvernement illégal.³

Paul Löbe fait allusion ici à la loi des pleins pouvoirs (*Ermächtigungsgesetz*), principal fondement juridique de la dictature nazie, qui permit à ses dirigeants de gouverner au moyen de décrets. Il trace une continuité symbolique avec le Parlement précédent et son anéantissement tragique. Ce faisant, il suggère la relation ambivalente qu'entretenait la jeune République fédérale, État allemand de l'Ouest, avec la République qui l'avait

-
1. L'élection du 5 mars 1933, qui s'est déroulée dans un climat de terreur visant à favoriser le vote national-socialiste et qui ne peut être considérée comme démocratique, a été écartée.
 2. Löbe présida le Reichstag pendant cette période, à l'exception de six mois où Max Wallraff (DNVP) exerça cette fonction, de mai 1924 à janvier 1925. Voir Nicolas Patin, « Une présidence en temps troublés. Le rôle de Paul Löbe dans l'équilibre énonciatif du Reichstag (1920-1932) », *Les présidents de l'Assemblée nationale de 1789 à nos jours*, J. Garrigues dir., Paris, Classiques Garnier, 2015, p. 263-280.
 3. [Löbe] BT 1/1, 7 septembre 1949, p. 1.

précédée. Accusée d'avoir favorisé l'accession au pouvoir d'Hitler, la République de Weimar était toutefois le seul modèle de démocratie disponible en Allemagne. La marge de manœuvre limitée qu'impliquait l'occupation alliée et la précarité qui pesait sur les institutions ouest-allemandes dans l'attente d'une réunification incitaient en effet les acteurs de la transition démocratique à se rattacher à la démocratie passée.

Paul Löbe n'était pas le seul acteur du Reichstag à participer à l'inauguration du Bundestag. L'expression « nous, les anciens » renvoie à la petite minorité de députés présents lors de cette séance, qui disposaient déjà d'une expérience parlementaire. Sur les 410 membres du Bundestag en 1949, seuls 26 avaient siégé à l'Assemblée nationale constituante (*Nationalversammlung*) en 1919-1920 ou au Reichstag de Weimar entre 1920 et 1932⁴. Cette étude n'inclut pas les élections législatives de mars 1933, qui se sont tenues en dehors de la légalité démocratique de la Constitution⁵. Ces 26 députés furent rejoints en cours de législature par deux autres anciens du Reichstag⁶. Ces 28 députés représentent au total près de 7 % des effectifs du premier Bundestag. Au début de la deuxième législature en 1953, six autres anciens du Reichstag entrèrent au Bundestag⁷. Le deuxième Bundestag comptait 19 « Weimariens » sur 506, soit 3,7 % de ses membres⁸.

L'important taux de renouvellement de la classe parlementaire ouest-allemande (93 % pour la première législature) était sans équivalent dans l'Europe de l'après-guerre. Il s'explique en grande partie par les persécutions nazies. L'élite démocratique allemande avait été dispersée, brisée et décimée. Sur les 1244 députés non nazis ayant siégé au Reichstag entre 1919 et 1933, 33 % furent emprisonnés, 13 % prirent le chemin de l'exil et 7 % moururent des suites de persécutions. La gauche avait été particulièrement frappée, puisque quelque 25 % des anciens élus

-
4. Paul Bausch, Heinrich Gerns, Paul Gibbert, Michael Horlacher, Hugo Karpf, Heinrich Krone, Hans Schlange-Schöningen, Helene Weber (CDU/CSU); Fritz Baade, Ludwig Bergsträsser, Hermann Brill, Fritz Henßler, Paul Löbe, Arthur Mertins, Friedrich Nowack, Kurt Pohle, Heinrich Ritzel, Ernst Roth, Louise Schroeder, Kurt Schumacher, Friedrich Wilhelm Wagner (SPD); Hans Dirscherl, Theodor Heuss, Hermann Höpker Aschoff (FDP); Wilhelm Agatz et Hugo Paul (KPD).
 5. À la suite de l'incendie du Reichstag, un décret suspendit fin février 1933 les libertés fondamentales et interdit le KPD. SA et SS entreprirent en outre un climat de terreur pendant la campagne électorale. Jakob Kaiser, élu lors des élections de mars 1933, ne fait donc pas partie du groupe étudié.
 6. Marie Ansorge (SPD) et Ernst Lemmer (CDU).
 7. Robert Daum (SPD), Otto von Bismarck et Oskar Farny (CDU), Karl Hepp, Marie-Elisabeth Lüders et Reinhold Maier (FDP).
 8. Calcul effectué à partir de Biorab Weimar. Fritz Baade, Paul Bausch, Otto von Bismarck, Robert Daum, Oskar Farny, Heinrich Gerns, Paul Gibbert, Karl Hepp, Michael Horlacher, Hugo Karpf, Heinrich Krone, Ernst Lemmer, Marie-Elisabeth Lüders, Reinhold Maier, Kurt Pohle, Heinrich Ritzel, Louise Schroeder, Friedrich Wilhelm Wagner, Helene Weber.

sociaux-démocrates et communistes du Reichstag furent contraints à l'exil et que 13 % périrent pendant la domination nazie⁹.

La présente réflexion porte sur la continuité entre les parlements de Weimar et de Bonn, au travers des itinéraires de trente-quatre élus ayant siégé dans les deux chambres, au Reichstag de Weimar et au Bundestag. Ces acteurs politiques nés sous l'Empire traversèrent quatre régimes distincts, vécurent deux guerres mondiales, deux après-guerres et la mise en place de deux démocraties. Ils assistèrent à la destruction de la première République allemande et s'attelèrent pourtant à bâtir la seconde. La perspective biographique permet d'observer la deuxième transition démocratique allemande de l'intérieur et de sonder à l'échelle des individus les conditions de possibilité de la reconstruction de l'Allemagne à partir de 1945.

Cette filiation forte reliant Weimar à Bonn s'observe aussi à Berlin-Est¹⁰. Le personnel politique fondateur de la RDA était pour partie issu du KPD d'avant 1933. Les figures les plus éminentes de l'État est-allemand avaient siégé au Reichstag. Walter Ulbricht, chef de l'État de 1949 à 1973, et Wilhelm Pieck, président de la République de 1949 à 1960, avaient été membres du groupe parlementaire communiste de 1928 à 1933. Plus largement, plusieurs élus du KPD au Reichstag poursuivirent leur carrière politique en RDA. Ils devinrent ministres¹¹, hauts fonctionnaires dans les ministères fédéraux et régionaux¹², permanents dans les instances du SED¹³ et le syndicat unitaire FDGB¹⁴, maires de grandes villes¹⁵ ou

-
9. Calculs effectués à partir de Martin Schumacher dir., *M.d.R. Die Reichstagsabgeordneten der Weimarer Republik in der Zeit des Nationalsozialismus. Politische Verfolgung, Emigration und Ausbürgerung 1933-1945. Eine biographische Dokumentation*, Düsseldorf, Droste, 1991, p. 19, tableau 2.
 10. Pour une approche croisée de l'histoire de l'Allemagne, voir Jean-Paul Cahn, Ulrich Pfeil dir., *Allemagne 1945-1961. De la « catastrophe » à la construction du mur*, Ville-neuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008 ; Christoph Kleßmann, *Die doppelte Staatsgründung: Deutsche Geschichte 1945-1955*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1991.
 11. Fritz Kahmann, M.d.R. 1932-1933, fut ministre de l'Agriculture du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale entre 1948 et 1952. Fritz Selbmann, M.d.R. 1932-1933, fut ministre fédéral de l'Industrie entre 1949 et 1950. Roman Chwalek, M.d.R. 1930-1933, fut ministre fédéral du Travail de 1950 à 1953, puis du Chemin de fer de 1953 à 1954.
 12. Paul Albrecht, M.d.R. 1932, fut directeur de cabinet au ministère de l'Intérieur de Saxe-Anhalt en 1949. Fritz Kahmann, M.d.R. 1932-1933, dirigea le département des forêts au ministère de l'Agriculture en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale de 1945 à 1952.
 13. Olga Körner, M.d.R. 1930-1933, fut membre du comité directeur du SED de 1946 à 1950. Ernst Lohagen, M.d.R. 1930-1932, fut membre du Comité central du SED de 1946 à 1952.
 14. Herbert Warnke, M.d.R. 1932-1933, dirigea le syndicat unitaire des salariés FDGB de 1948 à sa mort en 1975.
 15. Walter Weidauer, M.d.R. 1932-1933, fut maire de Dresde de 1946 à 1956. Philipp Daub, M.d.R. 1932-1933, fut maire de Magdeburg de 1950 à 1961. Max Ernst Opitz, M.d.R. 1933, fut maire de Leipzig entre 1949 et 1951.

dirigeants dans l'industrie¹⁶. Ce travail, dans la mesure où il sonde la continuité entre les deux démocraties parlementaires, s'intéresse au seul cas ouest-allemand.

Les questions soulevées sont plurielles : Quelle fut la contribution des anciens députés à la reconstruction démocratique de l'Allemagne de l'Ouest, de la fin de la Seconde Guerre mondiale à l'établissement d'une « routine » de la démocratie parlementaire ? Quel témoignage livrèrent-ils des évolutions de la culture parlementaire entre Weimar et Bonn ? Le caractère exceptionnel de leur parcours pose la question des motivations de leur retour à partir de 1945. Quels motifs poussèrent ces personnalités à revenir en politique après douze ans d'inactivité militante ou de persécutions, dans le chaos de l'immédiat après-guerre et de l'occupation alliée ? Quel rôle jouèrent leurs expériences de la dictature dans leur engagement à partir de 1945 ?

Cette étude suit ces trente-quatre députés de 1918 à 1957, depuis leur entrée au Reichstag jusqu'à la fin de la deuxième législature du Bundestag, au terme de laquelle s'établit une « normalité parlementaire »¹⁷. Le premier Bundestag revêtait en effet un caractère exceptionnel du fait du travail considérable à accomplir. Les seules assemblées fédérales élues au suffrage universel – Reichstag de Weimar et Bundestag de Bonn – ont été retenues. Plusieurs arguments justifient d'écarter les parlements régionaux. Après 1945, le Reichstag présentait d'abord une dimension symbolique forte, puisque sa destruction était intrinsèquement liée à celle de la République de Weimar. C'est la répétition d'un tel effondrement qui devait être évitée par le bon fonctionnement et le caractère exemplaire du Bundestag. D'après la Constitution de Weimar et la Loi fondamentale de Bonn, les membres de ces deux assemblées représentaient « le peuple tout entier »¹⁸, ce qui leur conférait une légitimité démocratique et une « dignité » particulière. En outre, les sujets abordés dans ces deux parlements dépassaient les compétences des Länder, révélant diverses compréhensions de la nation et de l'histoire allemandes.

Les anciens du Reichstag au Bundestag formaient un groupe cohérent, reposant sur des liens et des caractéristiques communes. Ces hommes

16. Otto Schiek, M.d.R. 1932-1933, dirigea l'entreprise publique d'éléments roulants à Bad Liebenstein.

17. Trois autres anciens du Reichstag de Weimar ont été membres du Bundestag après 1957 : Josef Felder (SPD), élu de 1957 à 1969 ; Wilhelm Hoegner (SPD), élu de 1961 à 1962 ; Emilie Kiep-Altenloh (FDP), élue de 1961 à 1965.

18. *Verfassung des Deutschen Reiches* [Constitution de l'Empire allemand, 11 août 1919], Art. 21. En ligne : [http://www.documentarchiv.de/wr/wrv.html#ZWEITER_ABSCHNITT]; *Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland* [Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne], Art. 38, § 1. En ligne : [http://www.gesetze-im-internet.de/gg/art_38.html].

et femmes politiques étaient reliés par un ensemble d'interactions, d'affects et d'expériences, de l'ordre du respect mutuel, de l'amitié ou de l'inimitié. Nés dans la République de Weimar, ces liens avaient été maintenus pendant la période nazie ou renoués après la guerre. Autre point commun, ces élus avaient suivi des parcours non linéaires, façonnés par les retours et les répétitions. Les deux guerres mondiales, deux après-guerres et deux transitions démocratiques qu'ils connurent marquèrent leurs conceptions de la politique et de la démocratie. Au Bundestag et dans les médias, ils revendiquaient l'expérience parlementaire acquise au Reichstag de Weimar. La conscience d'un destin commun des anciens parlementaires de Weimar transparait dans leurs correspondances ou leurs mémoires.

Ce groupe présente toutefois une grande hétérogénéité. Ces parlementaires appartenaient à différents partis, offrant un panorama de la diversité partisane de la République de Weimar et des débuts de la République fédérale. À Bonn, quinze d'entre eux étaient membres du Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD), neuf de l'Union chrétienne-démocrate (Christlich-Demokratische Union, CDU), deux de l'Union sociale chrétienne (Christlich-Soziale Union, CSU), six du parti libéral (Freie Demokratische Partei, FDP) et deux du parti communiste (Kommunistische Partei Deutschlands, KPD). La continuité de leur engagement partisan frappe. Pendant la République de Weimar, ils avaient le plus souvent appartenu à un parti de même tendance politique que celui dans lequel ils s'engagèrent à Bonn. Vingt-cinq sur trente-quatre (73,5%) étaient membres des partis de la coalition de Weimar (SPD, DDP, Zentrum), favorables à la République.

La présence d'anciens élus du DNVP indique cependant que tous ces fondateurs de la démocratie n'étaient pas des démocrates de la première heure. Hans Schlange-Schöningen, membre du DNVP, avait conseillé le très droitier Alfred Hugenberg, président du parti entre 1928 et 1933¹⁹. Otto von Bismarck, petit-fils du célèbre chancelier, également membre du DNVP, avait adhéré au NSDAP en 1933 et été un diplomate éminent de la domination nazie en Europe²⁰. L'un comme l'autre rallièrent la CDU après la Seconde Guerre mondiale.

Ces députés présentent aussi des parcours différents en termes de durée de mandat parlementaire : certains consacrèrent une grande partie de leur existence au Parlement, en y siégeant durant la totalité ou la quasi-totalité de la République de Weimar, puis de 1949 à leur mort. D'autres

19. Gerhard Schulz, *Zwischen Demokratie und Diktatur*, vol. 2, *Deutschland am Vorabend der Großen Krise*, Berlin, New York, De Gruyter, 1987, p. 256-257.

20. «Otto von Bismarck», Bumast. En ligne : [http://s522097707.online.de/bumast/bumast_db.php].

furent élus au cours des dernières législatures de la première République, après 1930, et bâtirent l'essentiel de leur carrière politique à Bonn à partir de 1949. Ce groupe se révèle aussi hétérogène eu égard à la notoriété très variable de ses membres. Il comporte des noms célèbres comme ceux de Theodor Heuss (FDP) ou de Kurt Schumacher (SPD). Il inclut aussi des députés de second rang, plus discrets, comme Marie Ansorge (SPD).

Par sa cohérence et sa diversité, ce groupe permet d'interroger la continuité de l'engagement partisan de part et d'autre du nazisme, ainsi que le rôle joué par la coexistence de générations politiques différentes et l'expérience du nazisme lors de la transition démocratique de 1945 à la fin des années 1950 en Allemagne fédérale. Aucune étude n'a été consacrée à ces parlementaires à la charnière des deux démocraties allemandes, alors que la référence à Weimar est omniprésente dans l'élaboration de la Loi fondamentale. Un bilan de la recherche sur le parlementarisme en Allemagne établit que les lignes de continuité entre Bundestag de Bonn et Reichstag de Weimar, sondées dans les années 1950 et 1960, ne sont presque plus abordées ensuite²¹. Publié en 1967, *Parliament in the German Political System* de Gerhard Loewenberg demeure un ouvrage de référence sur le Bundestag de Bonn. D'après son auteur, des permanences s'observent entre les parlements de Weimar et de Bonn (règlement du Parlement, recrutement des députés) malgré un grand renouvellement du personnel parlementaire et la coexistence de deux générations politiques au Bundestag²².

La recherche historique allemande a donc longtemps négligé le Parlement. L'histoire parlementaire connaît cependant un regain d'intérêt depuis le début des années 2000, à la faveur d'approches nouvelles consécutives au *cultural turn*. La Commission pour l'histoire du parlementarisme et des partis politiques (Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, KGParl), créée en 1952, principal institut allemand de recherche sur le parlementarisme, produit des travaux explorant la notion de «culture parlementaire». Suivant une approche propre à l'histoire culturelle du politique, l'espace parlementaire est considéré comme un lieu de travail, de communication et d'interactions sociales quotidiennes²³. Emblématique de cette approche,

-
21. Christoph Schönberger, «Der Deutsche Bundestag zwischen Konstitutionalismus und parlamentarischer Demokratie, Historische und vergleichende Variationen auf ein Thema Gerhard Loewenbergs», *Parlamentarismusforschung in Deutschland: Ergebnisse und Perspektiven 40 Jahre nach Erscheinen von Gerhard Loewenbergs Standardwerk zum Deutschen Bundestag*, H. Schöne, J. von Blumenthal dir., Baden-Baden, Nomos, 2009, p. 37-52, ici p. 42.
 22. Gerhard Loewenberg, *Parliament in the German Political System*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1967, p. 27-29.
 23. Sur le Parlement comme espace de communication, voir Andreas Schulz, Andreas Wirsching dir., *Das Parlament als Kommunikationsraum*, Düsseldorf, Droste, 2012.

l'ouvrage de Thomas Mergel, *Parlamentarische Kultur in der Weimarer Republik*²⁴, entreprend de décrire les traits principaux de la culture parlementaire weimarienne et de saisir la façon dont les membres du Reichstag percevaient leur fonction. La permanence et l'évolution, au Bundestag, de représentations forgées au Reichstag intéressent le présent travail, qui vise à rendre compte de l'environnement pratique et mental des députés.

Les itinéraires des parlementaires allemands, de l'Empire jusqu'à nos jours, sont bien documentés dans des bases de données biographiques²⁵ et des études sociologiques quantitatives²⁶. Les biographies collectives de députés n'en restent pas moins rares. Paradoxalement, les femmes parlementaires ont fait l'objet de davantage de biographies collectives que les hommes en raison de l'important développement de l'histoire de la participation politique féminine²⁷. Les répercussions des ruptures historiques sur la culture parlementaire sont en outre rarement examinées. Nicolas Patin a étudié les effets de la Première Guerre mondiale sur la culture politique des élus du Reichstag. Partant de la très forte proportion d'anciens combattants dans cette assemblée, il établit que l'expérience de guerre a entraîné une brutalisation de la culture parlementaire²⁸. De même, des travaux décrivent le tabou frappant le passé nazi au Parlement²⁹. Dès lors, il convient de combler une lacune en examinant les conséquences de l'effondrement de la première démocratie parlementaire sur les parcours et conceptions de députés opérant la jonction entre les parlements de Weimar et de Bonn.

Plus largement, la continuité politique entre Weimar et Bonn se voit peu abordée. Évoquée dès les années 1950 dans un ouvrage au titre demeuré célèbre³⁰, *Bonn ist nicht Weimar*, cette thématique est ensuite tombée en désuétude. Dans ce titre, le journaliste suisse Fritz René Allemann célébrait la stabilité et la prospérité de la République fédérale,

-
24. Thomas Mergel, *Parlamentarische Kultur in der Weimarer Republik: Politische Kommunikation, symbolische Politik und Öffentlichkeit im Reichstag*, Düsseldorf, Droste, 2002.
 25. Martin Schumacher dir., *M.d.R.*, ouvr. cité. Deux bases de données sont accessibles en ligne : pour le Reichstag de Weimar, Biorab. En ligne : [<http://s522097707.online.de/biorabwr.htm>]; pour le Bundestag, Bumast. En ligne : [http://s522097707.online.de/bumast/bumast_db.php].
 26. Voir par exemple Werner J. Patzelt dir., *Abgeordnete und Repräsentation. Amtsverständnis und Wahlkreisarbeit*, Passau, Wissenschaftsverlag, 1993.
 27. Deux biographies collectives leur sont consacrées : Heide-Marie Lauterer, *Parlamentarierinnen in Deutschland*, Königstein im Taunus, Helmer, 2002 ; Regine Marquardt, *Das Ja zur Politik: Frauen im Deutschen Bundestag (1949-1961); ausgewählte Biographien*, Opladen, Leske + Budrich, 1999.
 28. Nicolas Patin, *La catastrophe allemande (1914-1945) : 1674 destins parlementaires*, Paris, Fayard, 2014.
 29. Helmut Dubiel, *Niemand ist frei von der Geschichte. Die nationalsozialistische Herrschaft in den Debatten des Deutschen Bundestages*, Munich, Vienne, Carl Hanser, 1999.
 30. Fritz René Allemann, *Bonn ist nicht Weimar*, Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1956.

la mettant à distance de son aïeule imparfaite. La continuité entre les deux Républiques se voit depuis lors le plus souvent traitée sous l'angle du droit constitutionnel comparé³¹ ou de la permanence des personnels administratifs³². Plusieurs travaux font cependant exception à cette règle. Les contributions de Hans Mommsen et de Jürgen Falter sondent les continuités de la culture politique entre Weimar et Bonn³³. Dans «*Der lange Schatten der untergehenden Republik*», Mommsen observe la constance, dans les milieux politiques de l'immédiat après-guerre, de représentations forgées à la fin de Weimar, comme l'antiparlementarisme et la défiance pour les partis. La réussite de la transition démocratique en Allemagne de l'Ouest revient pour cet historien essentiellement à l'effort allié. Jürgen Falter voit un autre type de prolongement dans la perpétuation des comportements électoraux entre les deux Républiques, qualifiant l'élection du premier Bundestag de «*dernière élection de l'ère weimarienne*»³⁴. Cette inertie relative de la culture politique transparaît dans les conceptions des parlementaires étudiés.

La postérité de l'expérience weimarienne après 1945 a quant à elle fait l'objet de plusieurs publications. Un ouvrage dirigé par Christoph Gusy examine les usages de «*Weimar comme argument après 1945*» et la réception de la première République par la politique, le droit et les sciences³⁵. Sebastian Ullrich a consacré une monographie à la référence à Weimar dans l'espace public, de 1945 à la fin des années 1950. De son point de vue, c'est au terme d'un long processus que s'est constitué un récit consensuel sur la République de Weimar³⁶. Ce récit a agi selon lui

-
31. Voir Friedrich Karl Fromme, *Von der Weimarer Verfassung zum Bonner Grundgesetz. Die verfassungspolitischen Folgerungen des Parlamentarischen Rates aus Weimarer Republik und nationalsozialistischer Diktatur*, Berlin, Duncker & Humblot, 1999.
 32. Marie-Bénédictine Vincent, «*De la dénazification à la réintégration des fonctionnaires : comment construire une éthique de la fonction publique en Allemagne de l'Ouest après 1945 ?*», *Vingtième Siècle*, n° 121, janvier-mars 2014, p. 3-19.
 33. Hans Mommsen, «*Der lange Schatten der untergehenden Republik: Zur Kontinuität politischer Denkhaltungen von der späten Weimarer zur frühen Bundesrepublik*», *Die Weimarer Republik 1918-1933: Politik - Wirtschaft - Gesellschaft*, K. D. Bracher, M. Funke, H. A. Jacobsen dir., Düsseldorf, Droste, 1987, p. 552-586.
 34. Jürgen W. Falter, «*Kontinuität und Neubeginn. Die Bundestagswahl 1949 zwischen Weimar und Bonn*», *Politische Vierteljahresschrift*, n° 3, septembre 1981, p. 236-264, ici p. 236.
 35. Christoph Gusy dir., *Weimars lange Schatten – Weimar als Argument nach 1945*, Baden-Baden, Nomos, 2003, p. 14. Sur la comparaison avec Weimar dans l'Allemagne d'après 1945, voir aussi Dietmar Schirmer, «*Ist Bonn Weimar ist Berlin? Die Weimarer Republik als symbolisches Dispositiv der deutschen Nachkriegsdemokratien*», *Vom Nutzen und Nachteil historischer Vergleiche. Der Fall Bonn-Weimar*, F. Balke, B. Wagner dir., Francfort-sur-le-Main, New York, Campus, 1997, p. 125-147.
 36. Sebastian Ullrich, *Der Weimar-Komplex. Das Scheitern der ersten deutschen Demokratie und die politische Kultur der frühen Bundesrepublik. 1945-1959*, Göttingen, Wallstein, 2009.

en «mythe fondateur négatif», consolidant l'établissement de la seconde démocratie allemande.

La continuité entre les débuts de la République fédérale et l'État nazi a donné lieu à davantage de publications³⁷. Norbert Frei scrute dans ses travaux la continuité des élites politiques, administratives et économiques entre l'État nazi et la République fédérale. Cet historien a étudié la gestion du passé nazi en Allemagne fédérale à partir de 1949, notamment l'entente entre partis pour procéder à la réintégration d'anciens nazis. Wolfgang Benz a consacré lui aussi plusieurs études à la reconstruction de la démocratie après la rupture nazie. Dans l'une d'elles, *Zwischen Hitler und Adenauer*³⁸, il s'intéresse aux projets de constitution élaborés par d'anciens politiciens de Weimar. Un chapitre du présent ouvrage analyse des projets similaires, réalisés par les députés étudiés.

La culture parlementaire qui avait cours au Bundestag s'insère dans la culture politique plus large de l'après-guerre et des années 1950, qui suscite des travaux depuis les années 2000. Longtemps résumée par le mot-clé de «normalisation»³⁹, l'évolution de la culture politique ouest-allemande a été caractérisée plus précisément ces dernières années. Les valeurs démocratiques bénéficiaient au début de la République fédérale d'un ancrage limité, du fait d'une dépolitisation globale consécutive à la reconstruction⁴⁰. La nécessité de prendre part à la résolution de problèmes matériels urgents avait en effet entraîné un recul du militantisme. La valorisation de la vie matérielle au détriment de l'engagement perdura ensuite dans les comportements. Les citoyens de la République fédérale désinvestirent la sphère politique et se réfugièrent dans la société de consommation pour oublier les traumatismes de la guerre⁴¹. Deuxième trait emblématique de la culture politique des années 1950, l'anticommunisme alimenté par la guerre froide apparaît comme un consensus fondateur de l'identité ouest-allemande. Dernier élément : le rapport ambivalent qu'entretenaient la société comme les élites avec le passé nazi. Pour Axel Schildt et Detlef Siegfried, la réintégration des anciens nazis

37. Wolfgang Benz, *Zwischen Hitler und Adenauer: Studien zur deutschen Nachkriegsgesellschaft*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1991; Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich, Beck, 1997.

38. Wolfgang Benz, *Zwischen Hitler und Adenauer: Studien zur deutschen Nachkriegsgesellschaft*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1991.

39. Lutz Niethammer, «"Normalization" in the West: Traces of Memory Leading Back into the 1950s», *The Miracle Years: A Cultural History of West Germany, 1949-1968*, H. Schissler dir., Princeton University Press, 2001, p. 237-266, ici p. 237-238.

40. Axel Schildt évoque une «désidéologisation» causée par «l'érosion des milieux traditionnels». Voir Axel Schildt, «Ende der Ideologien? Politisch-ideologische Strömungen in den 50er Jahren», *Modernisierung im Wiederaufbau. Die westdeutsche Gesellschaft der 50er Jahre*, A. Schildt, A. Sywottek dir., Bonn, Dietz, 1993, p. 627-636, ici p. 635.

41. Lutz Niethammer, «"Normalization" in the West», art. cité, p. 240.

et la mémoire sélective du nazisme dans l'espace public, qui évacuait les crimes de guerre et l'Holocauste, entraînent l'«empoisonnement de la culture politique des années 1950»⁴².

En dépit de la tendance autoritaire que revêtit la République fédérale dans sa première décennie, les spécialistes refusent de qualifier cette période de «restauration». Originellement employé par la critique est-allemande de la République fédérale, ce dernier terme fut repris très tôt à l'Ouest par des intellectuels déçus par la reconstruction et critiques de la politique adenauerienne⁴³. Le terme de «restauration» renvoyait à un retour à l'ordre ancien, sans préciser s'il s'agissait de l'ère nazie ou weimarienne. Le politiste Kurt Sontheimer contestait «la thèse erronée de la restauration»⁴⁴. Pour lui, la RFA constituait à ses débuts «un nouvel État démocratique [...], qui non seulement s'opposait résolument au Troisième Reich, mais n'entretenait que des liens superficiels avec la République de Weimar et l'Empire»⁴⁵. Axel Schildt et Detlef Siegfried constatent du reste une ouverture progressive de la culture politique ouest-allemande. La conception restrictive de la démocratie et des valeurs occidentales – cantonnées à la lutte contre le communisme et à une aspiration à la rechristianisation de la société – dominante au lendemain de la réforme monétaire de 1948 céda la place à une culture politique «prête à dialoguer»⁴⁶ à la fin des années 1950. Ces évolutions transparaissent dans les discours des parlementaires étudiés.

Cette étude analysant l'itinéraire de ces trente-quatre parlementaires relève de la méthode de la biographie politique. Cette discipline, qui évalue la subjectivité et la marge de manœuvre des acteurs au sein des institutions, connaît un retour depuis le début des années 2000⁴⁷. Une approche propre à la «biographie croisée» est en outre mise en œuvre pour appréhender les trente-quatre personnes étudiées⁴⁸. Leurs trajectoires sont entremêlées en une confrontation de multiples expériences

42. Axel Schildt, Detlef Siegfried, *Deutsche Kulturgeschichte. Die Bundesrepublik - 1945 bis zur Gegenwart*, Munich, Hanser, 2009, p. 133.

43. Lutz Niethammer, «"Normalization" in the West», art. cité, p. 237.

44. Kurt Sontheimer, *So war Deutschland nie. Anmerkungen zur politischen Kultur der Bundesrepublik*, Munich, Beck, 1999, p. 42. Axel Schildt se distancie aussi de la notion de restauration («Ende der Ideologien?», art. cité, p. 627).

45. Kurt Sontheimer, *So war Deutschland nie*, ouvr. cité, p. 42.

46. Axel Schildt, Detlef Siegfried, *Deutsche Kulturgeschichte*, ouvr. cité, p. 151.

47. Jürgen Mittag, «Gesichter in der Menge: Kollektivbiographische Forschungen und das Beispiel der sozialdemokratischen Reichs- und Landtagsparlamentarier», *Gesichter in der Menge. Kollektivbiographische Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, B. Groppo, B. Unfried dir., Leipzig, Akademische Verlaganstalt, 2006, p. 15-36, ici p. 15.

48. Johannes Großmann, *Die Internationale der Konservativen. Transnationale Elitenzirkel und private Außenpolitik in Westeuropa seit 1945*, Munich, Oldenbourg, 2014, p. 29-31.

et points de vue. Suivant la question posée, divers sous-ensembles se dessinent. Une attention particulière est également accordée aux interactions entre les acteurs étudiés. Outre les cas typiques qui ressortent de la comparaison, les exceptions qui se détachent singulièrement retiennent aussi l'attention.

Les données « objectives » caractérisant leurs trajectoires sont complétées par une analyse de leurs points de vue subjectifs. Si leurs itinéraires sont retracés de façon chronologique, le jeu entre les temporalités occupe une grande place. Les acteurs abordés sont en effet replacés dans leur temporalité propre. Il s'agit d'apprécier les effets de leur expérience weimarienne sur leurs perceptions de la dictature et de la République fédérale, mais aussi d'appréhender les conséquences des leçons qu'ils tirèrent du nazisme sur leur engagement démocratique ultérieur.

Dans le sillage de l'histoire culturelle du politique, ce travail comprend le fait politique comme une forme de communication constituée de symboles et de rituels. Le quotidien parlementaire à Berlin et Bonn, ainsi que la langue employée par les députés ont donc fait l'objet d'une attention particulière. Enfin, ce travail mobilise une approche genrée. Le nombre minoritaire de femmes au sein de ce groupe (4 sur 34) n'entraîne pas leur effacement. Est interrogée la spécificité des carrières parlementaires féminines à cette période. Comment ces élues s'intégraient-elles dans un univers dominé par les hommes, au code de sociabilité viril ? Les considérer au sein de ce groupe mixte permet de caractériser les relations genrées au Bundestag.

Cette étude fait appel à une grande variété de sources. Elle se nourrit des vingt-trois fonds personnels disponibles pour ces trente-quatre parlementaires⁴⁹, de leurs ego-documents publiés, de leurs publications dans la presse et de leurs interventions au Parlement⁵⁰. D'une importance primordiale, ces dernières sources donnent un aperçu de leurs positions et de leur appropriation des codes parlementaires. Cette lecture constitue une démarche originale dans la mesure où les débats au Bundestag sont

49. Ces fonds sont disponibles pour Wilhelm Agatz, Fritz Baade, Paul Bausch, Ludwig Bergsträsser, Hermann Brill, Oskar Forny, Paul Gibbert, Fritz Henßler, Karl Hepp, Theodor Heuss, Hermann Höpker Aschoff, Hugo Karpf, Heinrich Krone, Paul Löbe, Ernst Lemmer, Marie-Elisabeth Lüders, Reinhold Maier, Heinrich Ritzel, Ernst Roth, Hans Schlange-Schöningen, Kurt Schumacher, Friedrich Wilhelm Wagner et Helene Weber.

50. Verhandlungen des Deutschen Reichstags. En ligne : [<http://www.reichstagsprotokolle.de/index.html>]; Drucksachen und Plenarprotokolle des Bundestags. En ligne : [<http://suche.bundestag.de/plenarprotokolle/search.form>]; Petra Weber dir., *Die SPD-Fraktion im Deutschen Bundestag. Sitzungsprotokolle 1949-1957*, vol. 1-2, Düsseldorf, Droste, 1993; Helge Heidemeyer dir., *Die CDU/CSU-Fraktion im Deutschen Bundestag: 1949-1966. Sitzungsprotokolle 1949-1953*, Düsseldorf, Droste, 1998; *Die CDU/CSU-Fraktion im Deutschen Bundestag. Sitzungsprotokolle 1953-1957*, Düsseldorf, Droste, 2003.

généralement analysés pour leur contenu strictement informatif et non pour leur dimension idéologique. La participation au Reichstag a laissé moins de traces que leur engagement après 1945. En effet, seule une partie des archives des commissions du Reichstag ont été conservées. Les fonds personnels comportent eux aussi plus d'informations sur l'après-Seconde Guerre mondiale que sur la période antérieure. Autre difficulté relative aux sources, certains députés étudiés pratiquaient la « philosophie de la corbeille à papier »⁵¹.

Les ego-documents (mémoires, journaux intimes, correspondances) de ces acteurs aident à se représenter la façon dont ils vécurent leur retour en politique et dont ils mettaient en relation passé et présent. À une époque où la recherche sur Weimar était encore balbutiante, la publication de mémoires donnait la possibilité de livrer sa propre version de l'histoire. L'analyse tient compte de la dimension d'autojustification de ces écrits. Les articles de presse enfin permettent d'évaluer l'image de ces parlementaires.

Ce travail de recherche s'ouvre sur la contribution des parlementaires examinés au Reichstag, révélatrice de constantes dans leur activité politique. Une analyse relevant davantage de l'histoire politique et culturelle porte ensuite sur leurs expériences et perceptions des années 1930-1945. Ont-ils combattu l'effondrement de la République? Quelles conséquences eut le régime nazi sur leurs existences? Quelle vision de l'avenir avaient-ils pour l'Allemagne en 1945? Explorer l'action déployée et les projets esquissés par ces parlementaires permet d'interroger les potentialités que recelaient les années de reconstruction.

Un deuxième volet aborde la refondation institutionnelle en Allemagne de l'Ouest, d'abord entre 1945 et 1949, période d'incertitude quant au devenir de l'Allemagne en tant qu'État. La deuxième rentrée parlementaire de ces « Weimariens à Bonn » occupe ensuite une place particulière dans leurs parcours. Ce retour se déroula dans des conditions difficiles. Usés par les épreuves infligées par le régime nazi, les anciens du Reichstag firent face à un travail titanesque et à une évolution de la fonction parlementaire. Ces obstacles nourrirent chez eux la nostalgie du Parlement d'avant 1930. À travers leurs interventions au Bundestag et leurs récits rétrospectifs, certains devinrent les porte-parole de la mémoire du Reichstag. Leurs discours révèlent un va-et-vient constant entre parlements passé et actuel, qui se superposent pour former une image en surimpression.

51. Thomas Schlemmer, *Aufbruch, Krise und Erneuerung. Die Christlich-Soziale Union 1945 bis 1955*, Munich, Oldenbourg, 1998.